

# Chapitre 9

## Les effets du budget de l'État sur l'économie

### 1 La structure du budget de l'État et des autres administrations publiques

Le budget de l'État est un document retraçant l'ensemble des recettes et des dépenses de l'État. Il est préparé par le gouvernement et voté par le parlement : il reçoit le nom de loi des finances. Il répond à 3 principes :

- **annualité** : il est voté tous les ans.
- **unité** : il regroupe la totalité des recettes et des dépenses.
- **universalité** : aucune recette ne peut être affectée à une dépense particulière.

La protection sociale désigne l'ensemble des institutions et des mécanismes fondés sur la solidarité nationale qui garantissent des ressources aux individus placés dans des circonstances particulières (maladie, accident, chômage, maternité, famille, vieillesse...).

Les recettes de l'État sont essentiellement composées d'impôts. L'impôt est un versement obligatoire à l'État ou à une collectivité publique effectué par les agents économiques sans contrepartie immédiate et sans que ce versement soit affecté a priori au financement d'une dépense particulière. Un impôt direct est un impôt appliqué à un contribuable qui le paie directement à l'administration publique. Il en est ainsi de l'I.R.P.P (impôt sur le revenu des personnes physiques), de l'I.S (impôt sur les sociétés), de l'I.S.F (impôt de solidarité sur la fortune), de la taxe d'habitation, de la taxe foncière.

L'impôt sur le revenu est un impôt progressif : plus le revenu est important, plus le taux d'imposition est élevé.

L'impôt sur les sociétés dépend des bénéficiaires.

Un impôt indirect est un impôt payé par des agents économiques à d'autres agents qui le reversent ensuite au Trésor public (T.V.A : taxe sur la valeur ajoutée). La T.V.A est une taxe sur le prix de vente payé par le consommateur. La T.I.C.P.E (taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques) a remplacé la T.I.P.P (taxe intérieure sur les produits pétroliers).

Certains impôts sont proportionnels, d'autres progressifs.

Les **recettes non fiscales** regroupent les amendes, les dividendes des actions détenues par l'État.

Une cotisation sociale est un versement obligatoire parafiscal des agents économiques aux administrations de sécurité sociale affecté au financement de la protection sociale.

L'ensemble des impôts et des cotisations sociales et des taxes constitue les **prélèvements obligatoires**. Le taux de prélèvements obligatoires en % est le rapport des P.O au P.I.B.

Les dépenses concernent le remboursement de la dette, l'enseignement scolaire, la défense nationale... Elles correspondent à des productions non marchandes

liées à l'exercice de missions régaliennes (police, justice, défense) et à des interventions économiques et sociales (éducation, commandes d'infrastructures...) et au ... remboursement de la dette !

## 2 Déficits publics et choix budgétaires.

Depuis 1974, le budget de l'État est chaque année déficitaire. Le budget de l'Etat correspond à l'ensemble de ses **ressources et de ses dépenses**.

Une longue période de croissance ralentie accompagnée de chômage a entraîné une augmentation des dépenses publiques tout en limitant les recettes.

Les déficits budgétaires (ou publics) récurrents depuis plusieurs années sont à l'origine d'un endettement public considérable (dette publique). Le **déficit public** concerne les soldes du budget de l'État central, des collectivités territoriales (communes, départements, régions) et des organismes de sécurité sociale. La **dette publique** est le cumul de ces déficits récurrents.

En principe le *Pacte de stabilité* et de croissance (1996 sommet de Dublin) fixe des règles limitant les déficits publics des pays ayant adopté l'euro (3 % du P.I.B).

Le P.S.C comporte deux types de disposition : la surveillance multilatérale, préventive et la procédure des déficits excessifs, disposition dissuasive.

Cet endettement pèse sur les finances publiques : la charge de la dette absorbe une part importante des recettes fiscales. Dans certains cas, il faut s'endetter pour rembourser, ce qui provoque un effet " boule de neige " de la dette. Comme cette dette est à long terme, elle engage les générations futures.

Le taux de P.O a beaucoup augmenté. Pour certains, le niveau élevé décourage l'esprit d'entreprise et l'effort et risque d'inciter les personnes fortunées à l'exil.

Afin d'enrayer cette évolution, on se dirige plutôt vers une baisse des dépenses publiques que vers une hausse des P.O.

## 3 Incidence fiscale et choix des acteurs.

Les P.O permettent aussi à l'État d'influencer les comportements des agents économiques dans un sens conforme à ses objectifs de politique économique. Ainsi les incitations fiscales sont devenues très nombreuses : soutien au secteur automobile avec la prime à la casse, protection de l'environnement avec les crédits d'impôt pour la rénovation des logements, soutien à l'emploi avec les réductions d'impôts pour l'emploi de travailleurs à domicile.

En mars 2009, la France a obtenu l'accord de ses partenaires européens pour appliquer un taux réduit de TVA sur les activités intensives en main d'œuvre, dont la restauration. Certaines organisations professionnelles se sont engagées à répercuter intégralement les gains obtenus sur la baisse des prix, la création d'emplois...

Des mesures fiscales incitent les ménages à entreprendre des travaux d'isolation pour réduire la consommation d'énergie.

La redevance audiovisuelle, désormais appelée "*contribution à l'audiovisuel public*" est un autre exemple du rôle de la fiscalité : elle finance les organismes publics de télévision et de radiodiffusion.

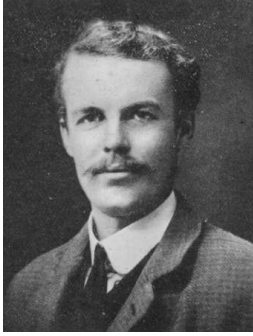
Augmenter la taxe sur le tabac doit permettre de réduire la consommation.

Si certaines de ces mesures ont été efficaces, leurs effets sont parfois décevants et le coût pour le budget de l'État élevé.

L'analyse néoclassique montre que l'impact de la fiscalité dépend de la nature des produits (élasticité de la demande par rapport au prix : quand le prix du tabac augmente, la consommation diminue-t-elle ?).

La fiscalité a souvent des effets ambigus : une imposition plus forte des revenus des ménages peut conduire à moins travailler ou à travailler davantage pour compenser par des gains supplémentaires la hausse des prélèvements fiscaux.

## Arthur Cecil Pigou



### Économiste

La fiscalité est un instrument de politique économique

- Arthur Victoria Cecil Pigou est un économiste britannique. Il a particulièrement travaillé sur l'économie du bien-être, et a introduit la notion d'externalité.

- **Naissance** : 18 novembre 1877, Ryde, Royaume-Uni

- **Décès** : 7 mars 1959, Cambridge, Royaume-Uni

- **Formation** : King's College, Harrow School